



PRÉFET DU BAS-RHIN

Direction des Collectivités Locales
Bureau de l'Environnement et des Procédures Publiques

Arrêté du **24 JUIN 2016**

fixant des prescriptions complémentaires à la société LINGENHELD Environnement à Haguenau, pour les modifications apportées à l'exploitation de son site pour assurer temporairement pour le compte de la commune de Haguenau la collecte de déchets dangereux et non dangereux apportés par le public

Le Préfet de la région Alsace-Champagne-Ardenne-Lorraine
Préfet de la zone de défense et de sécurité Est
Préfet du Bas-Rhin

- VU le code de l'environnement et notamment le titre 1^{er} du livre V et son article R.512-31,
- VU l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015, codifiant les prescriptions associées à l'autorisation, accordée à la société LINGENHELD Environnement, à Haguenau, relative à l'exploitation de ses installations de tri, transit, valorisation de déchets du bâtiment et des travaux publics, ainsi qu'aux installations connexes, au titre du livre V, titre 1^{er} du Code de l'environnement et autorisant et réglementant la modification et l'extension des installations ;
- VU le dossier de modifications soumis au préfet du Bas-Rhin en date du 4 mai 2016 conformément aux dispositions de l'article R512-33 du code de l'environnement ;
- VU le dossier technique annexé au dossier et notamment les plans du projet ;
- VU le rapport en date du 12 mai 2016 de la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées ;
- VU l'avis du Conseil départemental de l'environnement, des risques sanitaires et technologiques en date du 1^{er} juin 2016 ;

CONSIDERANT que la déchetterie de la ville de Haguenau nécessite des travaux importants de remise en état et que son exploitation ne peut donc pas être poursuivie ;

CONSIDERANT que dix-huit mois sont nécessaires pour remettre en état la déchetterie ou trouver une solution alternative pérenne ;

CONSIDERANT que l'implantation d'une déchetterie accessible au public dans un espace dédié du site de la société LINGENHELD Environnement, à Haguenau constitue une solution pour répondre aux besoins de la population haguenovienne,

CONSIDÉRANT que cette modification modifie les conditions d'exploitation du site de la société LINGENHELD Environnement, à Haguenau ;

CONSIDÉRANT que l'impact de la modification ne remet pas en cause les études et descriptions contenues dans la demande d'autorisation ;

CONSIDÉRANT qu'ainsi, il est nécessaire de modifier et de compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 décembre 2015 ;

APRES communication à la société LINGENHELD Environnement à Haguenau du projet d'arrêté;

SUR proposition du Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 – Champ d'application

La société LINGENHELD Environnement dont le siège social est situé Chemin du Hitzthal – Carrefour Bellevue 67203 Oberschaefolsheim, autorisée à exploiter à Haguenau des installations de tri, transit, valorisation de déchets du bâtiment et des travaux publics, est tenue de se conformer aux prescriptions définies par les articles suivants.

ARTICLE 2 - Volume des activités classées

Les volumes des activités visées aux rubriques 2710-1b, 2710-2b, 2713.2, 2714.1, 2716-2 sont modifiés. Le tableau de l'article 1.3.1. de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 est remplacé par le tableau suivant :

Libellé de la rubrique	Rubrique	Régime	Volume autorisé
Bois ou matériaux combustibles analogues y compris les produits finis conditionnés et les produits ou déchets répondant à la définition de la biomasse et visés par la rubrique 2910-A, ne relevant pas de la rubrique 1531 (stockage de), à l'exception des établissements recevant du public. Le volume susceptible d'être stocké étant : 3. Supérieur à 1 000 m ³ mais inférieur ou égal à 20 000 m ³	1532.3	D	Stockage de bois naturels Volume maximum : 5 000 m ³
Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensilage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2220, 2221, 2225, 2226. a) La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant supérieure à 500 kW	2260-2a	A	Broyage de biomasse Puissance installée : 663 kW

Libellé de la rubrique	Rubrique	Régime	Volume autorisé
<p>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes.</p> <p>1. Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2. La puissance installée des installations, étant :</p> <p>b) Supérieure à 200 kW, mais inférieure ou égale à 550 kW</p>	2515.1b	E	<p>Broyage et concassage de matériaux minéraux</p> <p>Puissance installée 426 kW</p>
<p>Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques</p> <p>La superficie de l'aire de transit étant :</p> <p>3. Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m²</p>	2517.3	D	Aire de stockage < 10 000 m ²
<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets</p> <p>1. Collecte de déchets dangereux :</p> <p>La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 1 t et inférieure à 7 t</p>	2710.1b	DC	<p>Quantité actuelle : 3 t</p> <p>Quantité ajoutée : 3,5 t</p> <p>Quantité totale : 6,5</p>
<p>Installations de collecte de déchets apportés par le producteur initial de ces déchets.</p> <p>2. Collecte de déchets non dangereux :</p> <p>Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieur ou égal à 300 m³ et inférieur à 600 m³</p>	2710.2b	E	<p>Volume actuel : 300 m³</p> <p>Volume ajouté : 300 m³ dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • 60 m³ métaux ferreux et non ferreux • 60 m³ papiers/cartons • 60 m³ déchets de bois • 120 m³ de déchets verts <p>Volume total : 600 m³</p>
<p>Installation de transit, regroupement ou tri de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2712.</p> <p>La surface étant :</p> <p>2. Supérieure ou égale à 100 m² et inférieure à 1 000 m².</p>	2713.2	D	<p>Surface initiale : 200 m²</p> <p>Surface ajoutée : 80 m²</p> <p>Surface finale : 280 m²</p>
<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textile, bois à l'exclusion des activités visées aux rubriques 2710 et 2711, le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 1000 m³.</p>	2714-1	A	<p>Situation initiale : 22 300 m³</p> <p>Volume ajouté : 300 m³</p> <p>Situation finale : 22 600 m³</p>
<p>Installation de transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux non inertes à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719.</p> <p>Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieur ou égal à 100 m³ mais inférieur à 1 000 m³</p>	2716.2	DC	<p>Situation initiale : 500 m³</p> <p>Volume ajouté : inférieur à 490 m³</p> <p>Situation finale : 990 m³</p>

Libellé de la rubrique	Rubrique	Régime	Volume autorisé
Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	2718.1	A	Entreposage et regroupement Piles : 230 t/an Déchets dangereux diffus (DTQD) : 20 t/an Total : 250 t/an
Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782. La quantité de déchets traités étant supérieure ou égale à 10t/j.	2791-1	A	Broyage de déchets de bois non traités : 50 t/j (x t/an) Broyage de DIB pour le CSR : 20 t/j Total : 70 t/j

Régime : A = Autorisation, D = Déclaration, C = soumis au contrôle périodique prévu par l'article L. 512-11 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 - Actualisation des garanties financières

L'exploitant transmet dans un délai d'un mois, conformément aux dispositions de l'article 1.5.4 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 un état actualisé du montant des garanties financières.

ARTICLE 4 – Consignes d'exploitation - Gestion des déchets

L'article 2.1.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 est remplacé par l'article suivant :

« L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations, comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Les heures d'ouverture de la plate-forme Lingenheld aux professionnels sont :

- *du lundi au vendredi : 7h00 à 12h00 et 13h30 à 17h00,*
- *le samedi de 8h00 à 11h00 (apport de bennes provenant de déchetteries extérieures).*

Les heures d'ouverture au public de la déchetterie sont :

- *du lundi au vendredi : 9h00 à 12h00 et 14h00 à 18h00 et 19h00 (en été)*
- *le samedi de 9h00 à 12h00 et de 14h00 à 17h00 et le dimanche de 9h00 à 12h00.*

Les chargements sont opérés en dehors des heures d'accès au public de la déchetterie (avant ou après les heures d'ouverture, pendant la période méridienne entre 12h00 et 14h00). Aucune rotation ne sera effectuée les samedis et dimanches.

L'exploitation doit se faire sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation. »

L'article 5.1.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 est complété comme suit :

« Dans la déchetterie accessible au public, la zone de dépôt des déchets d'amiante liés aux matériaux inertes est limitée, spécifiquement aménagée et clairement signalée.

Seuls les déchets emballés et étiquetés, conformément à la réglementation en vigueur sont admis. L'établissement met à disposition des usagers des produits d'emballages étanches portant l'étiquetage réglementaire amiante.

L'établissement dispose à cet effet une réserve suffisante de produits d'emballages étanches portant l'étiquetage réglementaire amiante, des équipements de protection individuelle adaptés aux opérations de reconditionnement d'emballages endommagés. »

L'article 5.1.7 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 est complété comme suit :

« L'exploitant distingue dans son bilan annuel global, les quantités de déchets récupérés dans la déchetterie accessible au public. »

L'article 6.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 est complété comme suit :

« L'exploitant réalisera une mesure de la situation acoustique au 30 août 2016 au plus tard ».

Le 5ème paragraphe de l'article 7.2.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 est modifié comme suit :

« Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel et du public dans deux directions opposées. L'emplacement des issues doit offrir au personnel et au public des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès à ces issues est balisé. »

L'article 7.2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 est complété comme suit :

« La déchetterie est accessible au seul public autorisé (badge par exemple) »

L'article 7.3.5.2. de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 est complété comme suit :

« L'admission de déchets radioactifs dans la déchetterie est interdite. Une signalisation formalise cette interdiction. »

L'article 7.6.4 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 est complété comme suit :

« La déchetterie est dotée de moyens incendie appropriés, accessibles et utilisables en toutes circonstances. »

L'article 8.3.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2015 est modifié comme suit :

« La capacité d'accueil de la plate-forme de valorisation de déchets et de la déchetterie est estimée à 75 000 tonnes par an, toutes catégories de déchets confondues. La répartition est donnée ci-après. »

Le tableau de l'article 8.3.2 est remplacé par le tableau suivant :

Matières entrantes		Plate-forme Lingenheld t/an	Déchetterie t/an
Déchets non dangereux valorisables	Métaux ferreux et non ferreux	3 000	165
	Verre Pneumatiques usagés Déchets en mélange Déchets d'équipements électriques et électroniques	15 000	3 100 dont 1650 tonnes (*1)
	Plastiques Papiers Cartons Déchets verts (*1)		
Déchets inertes	Gravats valorisables (béton, enrobés, briques, tuiles, pierres, graviers, sables..) Déblais terreux (terres de découverte, terres d'excavation, limons..)	35 000	1125
Bois non traités	Souches, élagages, palettes, cageots, planches.. Bois de démolition Bois non dangereux	11 500	730
Déchets dangereux	Piles Déchets toxiques en quantités dispersées (20 t/an) Huiles moteur et végétales (*2) Solvants et peintures (*2)	250	44 tonnes (*2)
Déchets des professionnels	Déchets non dangereux et dangereux triés ou en mélange	5 000	-

ARTICLE 5– Publicité

Conformément à l'article R.512-39 du code de l'environnement, un extrait du présent arrêté énumérant les conditions auxquelles l'autorisation est accordée et faisant connaître qu'une copie en est déposée aux archives des mairies de Bischwiller, Haguenau, Kaltenhouse et Oberhoffen sur Moder et mise à la disposition de tout intéressé, sera affichée dans lesdites mairies. Un extrait semblable sera inséré aux frais du permissionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon visible, sur le site de l'exploitation à la diligence de la société Lingenheld.

ARTICLE 6 – Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Strasbourg:

1° par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

ARTICLE 7 – Exécution

Le Secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin, le Sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg, le maire de Haguenau, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

LE PRÉFET
Pour le Préfet
Le Secrétaire Général



Christian RIGUET